

Les essentiels de l'OCDE

Le développement durable : À la croisée de l'économie, de la société et de l'environnement

Résumé en français

- Le « développement durable » est aujourd'hui sur toutes les lèvres, mais que signifie au juste cette expression ? Comment la production et la consommation influent-elles sur la durabilité ? Est-elle favorisée ou entravée par la mondialisation de l'économie ? Les outils traditionnels de l'analyse économique permettent-ils de la mesurer ? Et que peuvent faire les gouvernements, les entreprises et les citoyens pour la promouvoir ?
- Autant de questions abordées dans ce volume des « Essentiels de l'OCDE » à travers les concepts, les enjeux et les tendances qui façonnent notre compréhension de la durabilité. L'idée maîtresse est que la durabilité n'est pas liée à l'environnement par essence, comme on le croit souvent, mais consiste à mettre à profit le développement économique pour favoriser une société plus juste, tout en respectant les écosystèmes et les ressources naturelles.
- La tâche est tout sauf facile, et les choix qui s'imposent à nous, en tant que citoyens, ainsi qu'à nos gouvernements, exigent généralement de faire des compromis. *Le développement durable* décrit ces défis et les moyens de les relever.

Le saviez-vous ?

- Dans le monde en développement, une personne sur quatre vit dans la pauvreté absolue.
- Un milliard de téléphones mobiles sont vendus chaque année, et l'utilisateur moyen en change tous les 18 à 24 mois.
- Il faut 2400 litres d'eau pour produire un hamburger.

L'expression « développement durable » est entrée dans le langage courant à la fin des années 80, après être apparue dans le Rapport Brundtland, également connu sous le titre *Notre avenir à tous*. Fruit d'une commission réunie par l'ONU pour proposer « un programme global de changement » en ce qui a trait au concept et aux pratiques de développement, ce rapport montrait l'urgence de repenser nos façons de vivre et de gouverner.

Il y a deux aspects essentiels au développement durable. Tout d'abord, il nous fait prendre conscience qu'à elle seule la croissance économique ne suffit pas à résoudre les problèmes de notre planète : les dimensions économique, sociale et environnementale de toute action sont interconnectées. S'en tenir à une seule dimension débouche sur des erreurs de jugement et entraîne des conséquences « non durables ». Ainsi, comme l'expérience l'a montré, accorder une priorité exclusive aux marges de profit entraîne des dégâts sociaux et environnementaux qui sont coûteux pour la société sur le long terme. Pour autant, il est nécessaire de s'appuyer sur des ressources économiques, au moins en partie, pour prendre soin de l'environnement et fournir les services dont les gens ont besoin.

Ensuite, le développement durable est par nature interconnecté, d'où la nécessité de s'affranchir des frontières, géographiques ou institutionnelles, pour coordonner les stratégies et prendre les bonnes décisions. Il est rare qu'un problème soit confiné à un seul domaine de compétences prédéfini, comme un organisme gouvernemental précis ou un interlocuteur unique. La coopération doit par conséquent faire partie intégrante du processus de prise de décision si l'on veut qu'il débouche sur des solutions intelligentes.

Au cœur du développement durable, on trouve la nécessité de tenir compte *simultanément* des « trois piliers » que sont la société, l'économie et l'environnement. Quel que soit le contexte, l'idée de base reste la même : les personnes, les habitats et les systèmes économiques sont interreliés. On peut ignorer cette interdépendance pendant quelques années ou quelques décennies, mais l'histoire a montré que des signaux d'alarme ou des crises ne tardent pas à nous rappeler son existence.

Les principes essentiels du développement durable s'appliquent à tous les pays, quel que soit leur contexte historique, économique, social et politique. La croissance économique est fondamentale, mais, à elle seule, sans compréhension claire de l'ensemble des facteurs contribuant au bien-être, elle ne permet pas de réduire durablement la pauvreté. À l'échelle d'un pays, la croissance économique est généralement associée à des améliorations globales de la qualité de vie, des niveaux d'éducation et de l'espérance de vie. Mais cela ne nous dit pas comment on atteint cette croissance, si elle va durer ou non, et qui en bénéficie ou risque d'être laissé de côté.

Valeur matérielles et non matérielles

La société dans laquelle nous vivons tourne depuis longtemps autour de la croissance et de l'activité économique. Le PIB mondial est passé d'environ 16 trillions de dollars au milieu des années 70 à plus de 40 trillions aujourd'hui. Les entreprises inventent et fabriquent sans cesse des produits de toutes sortes toujours plus nombreux. Bien que la pauvreté et les privations existent encore, le niveau de vie de la plupart des gens, dans les pays de l'OCDE, leur permet de consacrer une part de leurs revenus à des biens et services non essentiels — l'essentiel étant de manger, d'avoir un toit et de se vêtir.

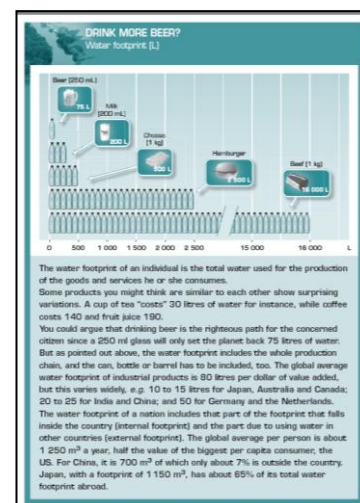
Comment attribuer une valeur à des choses qui échappaient auparavant aux systèmes comptables, aux systèmes budgétaires et aux évaluations ? Le défi est considérable. Par exemple, quelle est la valeur des ressources naturelles ? Pour certaines, comme les forêts, on peut calculer la valeur des produits qui en sont tirés : comme ils sont achetés et vendus, ils ont par conséquent une valeur monétaire. Toutefois, connaître le prix du bois ne nous dit en rien quelle est la valeur d'une forêt en termes d'absorption des émissions de CO₂, quel rôle elle joue dans la préservation de la biodiversité et quelle valeur spirituelle ou culturelle lui accordent les personnes dont le mode de vie dépend d'elle.

Il est peu probable que les tendances actuelles de la production et de la consommation mondiales changent de façon significative. Les biens deviennent meilleur marché et circulent en quantités plus importantes que jamais d'un bout à l'autre de la planète. Si la technologie réduit parfois certains impacts négatifs de la production et de la consommation sur la durabilité, elle en crée aussi d'autres, et la croissance de la consommation prend souvent de vitesse les améliorations technologiques. Ainsi, bien que le rendement énergétique des automobiles se soit grandement amélioré, la pollution de l'air s'aggrave parce qu'un nombre croissant de personnes en possèdent une.

Comme nous l'ont appris les décennies passées, il ne suffit pas d'offrir des produits durables au marché de niche des consommateurs « verts » ou « équitables » pour modifier les tendances à une plus grande échelle, même si cela a joué un rôle important dans l'évolution des choix des producteurs comme des consommateurs.

Davantage de gens sont conscients que leurs choix ont un impact sur le monde qui les entoure. Les problèmes liés à la consommation non durable (comme le coût de l'essence) sont devenus plus concrets et commencent à toucher le consommateur moyen. Cela amène de plus en plus de consommateurs à se poser des questions importantes sur ce qu'ils achètent : quelle quantité de déchets génèrent les produits et leur emballage ? combien d'eau, d'énergie et d'autres ressources entrent dans leur production (puis dans leur élimination) ? et quelles sont les

Faut-il boire davantage de bière ? L'empreinte d'eau



conditions de vie et de travail de ceux qui fabriquent ces biens ?

Les fabricants conçoivent davantage de produits dont l'attrait repose sur les qualités esthétiques et la facilité d'usage, *ainsi que* sur la durabilité environnementale et sociale. La conscience accrue des consommateurs et la prolifération des produits et des services plus durables sont autant de signes encourageants. Mais, comme certains critiques et défenseurs des consommateurs le dénoncent à juste titre, cela relève parfois de la supercherie ou de la « mascarade écologique ». Certains produits prétendent verts le sont en fait beaucoup moins dès qu'on scrute la liste de leurs ingrédients ou qu'on analyse leur cycle de vie dans sa totalité. Un nombre croissant de personnes et d'entreprises en ont pris conscience, et parfois même veulent en tirer parti, ce qui témoigne de l'attrait massif et croissant qu'exerce la durabilité.

Évaluer la durabilité : que mesurer et quand ?

À première vue, il semble impossible de mesurer le développement durable, tant le sujet est vaste et nombreux les facteurs à prendre en considération : changement climatique, soins des enfants, éthique des affaires, politique gouvernementale et tendances de la consommation, etc. Nous savons que le développement durable englobe des variables environnementales, sociales et économiques, et que toutes doivent être mesurées jusqu'à un certain point. Il existe une profusion d'indicateurs, allant de mesures macroéconomiques traditionnelles, comme le PNB et la productivité, et d'indicateurs environnementaux, comme la consommation d'eau et les émissions polluantes, jusqu'aux statistiques sociales que sont l'espérance de vie et la performance scolaire. Mais lesquels sont les plus importants pour le développement durable ?

Le problème est d'autant plus complexe que le concept de développement durable est non seulement multidimensionnel, mais aussi dynamique. Pour le quantifier, il faut jongler avec de nombreux paramètres, notamment différents horizons temporels. Les phénomènes économiques, sociaux et environnementaux progressent en effet à des rythmes différents. Prenons l'économie : lorsqu'on planifie un projet énergétique important, on doit se projeter au moins 50 ans dans l'avenir, mais, si on négocie sur les marchés financiers, les quelques nanosecondes durant lesquelles les données sur les prix circulent d'une Bourse à une autre peuvent faire perdre ou gagner de coquettes sommes d'argent. Quant à l'environnement, il nous montre à quel point le rythme du changement peut s'accélérer soudainement, comme lorsque les stocks de poissons disparaissent tout à coup après avoir diminué lentement pendant des années.

De plus, nous devons garder à l'esprit que le développement durable est un processus mettant les événements du passé en relation avec nos actions d'aujourd'hui, qui à leur tour influent sur la situation à venir et les options que nous aurons plus tard. La conception des

mesures du développement durable n'est pas uniquement un exercice technique ou statistique. Elle touche deux domaines très sensibles dans toutes les sociétés : la responsabilité du gouvernement et la participation sociale. Mesurer les progrès du développement durable à l'aide d'informations fiables est une composante-clé du processus démocratique. Cela impose aux gouvernements d'être plus responsables et donne aux citoyens un outil qui leur permet de participer plus activement à la définition des objectifs politiques et à leur évaluation.

L'idée maîtresse du développement durable est qu'il existe un lien entre le bien-être de la génération actuelle et celui des générations futures. Pour établir ce lien, nous pouvons recourir à l'« approche basée sur le capital » : ce cadre nous permet de mesurer le développement durable en partant du principe que le bien-être ne peut être durable que si nous remplaçons ou préservons la richesse dans ses différentes composantes. Selon ce modèle, le capital total de base d'une société se compose de cinq éléments :

- le *capital financier*, comme les actions, les obligations et les dépôts de monnaie ;
- les *actifs produits*, comme l'équipement, les bâtiments, les télécommunications et d'autres types d'infrastructures ;
- le *capital naturel*, c'est-à-dire les ressources naturelles, les terres et les écosystèmes remplissant des fonctions comme l'absorption des déchets ;
- le *capital humain*, sous la forme d'une population active éduquée et en bonne santé ;
- le *capital social*, sous la forme de réseaux sociaux et d'institutions.

Ces différentes formes de capitaux peuvent être considérées comme des intrants dans la production du bien-être, ce qui nous permet de calculer la richesse nationale en les additionnant.

La gouvernance de l'incertitude

Les médias mettent souvent l'accent sur le rôle joué par les entreprises et les individus dans le développement durable, mais les gouvernements peuvent avoir une influence qui dépasse de loin celle des plus grandes multinationales. Leur capacité à influencer les comportements et à coordonner les efforts peut faire toute la différence et donner des résultats tangibles. Un des plus grands défis posés aux gouvernements est de trouver les outils stratégiques adéquats pour encourager les bonnes pratiques de production et de consommation, tout en évitant les doubles emplois et les incohérences. Persuader les producteurs et les consommateurs de changer de comportement n'est pas toujours le moyen le plus efficace de s'attaquer aux problèmes, et

ce n'est pas suffisant pour entraîner un changement d'une ampleur suffisante à une échelle suffisamment grande. Individuellement, chaque producteur ou consommateur a peu de pouvoir sur les choses ou peu d'intérêt à les faire changer. Mais les gouvernements ont l'avantage considérable de pouvoir faire adopter des lois et d'imposer des réglementations. Ils peuvent tout simplement proscrire les produits et les comportements qui sont plus nuisibles que bénéfiques. C'est le sort qu'ils ont réservé aux CFC (les gaz utilisés dans les réfrigérateurs et les bombes aérosol), qui entraînaient la détérioration de la couche d'ozone.

Les taxes liées à l'environnement (« taxes vertes » ou « écotaxes ») et les marchés de droits d'émission peuvent aussi être des instruments efficaces. Ils peuvent forcer les pollueurs (producteurs ou consommateurs) à tenir compte des coûts de la pollution et contribuer à réduire la demande de produits nocifs pour l'environnement. En Irlande, la « plastax » adoptée en 2002 a permis de réduire de 90 % l'utilisation des sacs en plastique.

Les gouvernements ont d'autres moyens de contribuer au développement durable. En rassemblant des données et en les analysant, en créant des politiques et en jouant un rôle de coordination, ils peuvent apporter le soutien et le leadership nécessaires pour faire avancer la société dans une direction donnée. Ils peuvent s'assurer que les intérêts individuels ne nuisent pas au bien commun, et ils interviennent également en cas de « défaillances du marché », pour reprendre l'expression des économistes, c'est-à-dire lorsque les forces du marché ne suffisent pas à elles seules pour atteindre les résultats les plus efficaces. En raison de la nature mondiale de nombreux défis posés à la durabilité, les nations doivent coopérer au plus haut niveau pour concevoir des solutions et les mettre en œuvre. Les gouvernements nationaux ont l'autorité et le pouvoir de le faire. Ils ont également les moyens de s'assurer que leurs décisions sont appliquées.

Mais qu'est-ce que « gouverner » ? Il est tentant de croire que la gouvernance du développement durable se résume à fixer des objectifs, puis à mettre en place une série de mesures et d'organismes chargés de les appliquer. La réalité est tout autre. Quasiment tous les aspects de l'économie et de la société — et les ressources physiques dont elles dépendent — influent sur la durabilité. On ne peut donc obtenir de résultats qu'en jouant sur un nombre infini d'interactions relevant d'échelles temporelles diverses et d'importance différente. Aucun modèle, aussi solide soit-il, aucune prévision, aussi perspicace soit-elle, ne peut nous apprendre tout ce que nous voudrions savoir. C'est une incertitude à laquelle doivent faire face les gouvernements qui cherchent à mettre en œuvre la durabilité. Leurs objectifs doivent être durables, mais les stratégies et les instruments qu'ils utilisent pour les atteindre doivent l'être eux aussi. Il faut qu'ils soient suffisamment rigoureux pour être efficaces, mais aussi suffisamment souples pour s'adapter à l'évolution des circonstances et des priorités. Devant cette incertitude, la gouvernance elle-même doit être durable.

Le rapport complet est disponible en ligne : www.oecd.org/lesessentiels.

Ce résumé comporte des **StatLinks**, un service qui offre les fichiers Excel™ de la page imprimée!

© OCDE 2008

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que la mention OCDE et le titre original de la publication soient mentionnés.

Les résumés multilingues sont des extraits traduits de publications de l'OCDE parues à l'origine en anglais et en français.

Ils sont disponibles gratuitement sur la librairie en ligne de l'OCDE : www.oecd.org/bookshop.

Pour plus d'information, contactez le service des Droits et traductions de l'OCDE, Direction des Affaires publiques et de la communication à l'adresse rights@oecd.org ou par fax au +33 (0)1 45 24 13 91.

Service des Droits et traduction de l'OCDE (PAC)
2, rue André-Pascal
75116 Paris, France

Consultez notre site Internet www.oecd.org/rights/

